



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 20 mars 2019 — N° 22

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Jérémy Plourde, le don de l'espoir.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Louise Scrimgeour pour ses 30 ans de service bénévole au Centre des femmes de Montréal.*
- Le député de Deux-Montagnes sur le sujet suivant : *Plus de 40 ans de baseball mineur dans Deux-Montagnes.*
- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à la compagnie Vestshell, lauréate du prix Performance Québec dans la catégorie Mention, PME manufacturière indépendante.*
- Le député de Masson sur le sujet suivant : *Tous derrière la région de Mascouche.*
- La députée de Taschereau sur le sujet suivant : *Liens intergénérationnels.*
- Le député de Chauveau sur le sujet suivant : *L'excellent travail de la fondation Nouveaux Sentiers de Wendake.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *10^e anniversaire du Rendez-vous loup-marin.*
- La députée de Sanguinet sur le sujet suivant : *35 ans du Club Optimiste de Saint-Rémi.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Acte de bravoure à Sainte-Ursule.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 2
Loi resserrant l'encadrement du cannabis
Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le 5 décembre 2018
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 21 février 2019
Reprise du débat ajourné le **19 mars 2019**
- 2) Projet de loi n° 5
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **14 février 2019**
- 3) Projet de loi n° 6
Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre de la Justice le **13 février 2019**

- 4) Projet de loi n° 7
Loi concernant certaines conditions de travail applicables aux cadres du réseau de la santé et des services sociaux
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le **26 février 2019**
- 5) Projet de loi n° 9
Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes
Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le 7 février 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **19 mars 2019**
- 6) Projet de loi n° 10
Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 12 février 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le **19 mars 2019**
- 7) Projet de loi n° 12
Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées
Présenté par le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur le **21 février 2019**
- 8) Projet de loi n° 13
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **26 février 2019**

Étude détaillée en commission

9) Projet de loi n° 1

Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales

Présenté par la ministre de la Sécurité publique le 29 novembre 2018

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 20 février 2019

Principe adopté le **28 février 2019**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

10) Projet de loi n° 3

Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire

Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019

Principe adopté le **13 février 2019**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

11) Projet de loi n° 190

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**

12) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**

13) Projet de loi n° 192

Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec
comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**

14) Projet de loi n° 193

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

15) Projet de loi n° 194

Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux
changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

16) 19 mars 2019

Motion du député de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement
caquiste de respecter son engagement de rembourser 1,4 milliard
de dollars aux clients d'Hydro-Québec.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 8

Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière

Adopté le **19 mars 2019**

Projet de loi n° 11

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-dépôts

Adopté le **19 mars 2019**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information – Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 12**, Loi visant à préciser la portée du droit à la gratuité scolaire et à permettre l'encadrement de certaines contributions financières pouvant être exigées (mandat confié le 19 mars 2019).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 13 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 1**, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 28 février 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 6**, Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale (mandat confié le 19 mars 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation :

- De la députée de Bourassa-Sauvé à la ministre des Relations internationales et de la Francophonie sur le sujet suivant : *L'absence de leadership du gouvernement caquiste en matière de relations internationales et de francophonie* (avis donné le 28 février 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 7**, Loi concernant certaines conditions de travail applicables aux cadres du réseau de la santé et des services sociaux (mandat confié le 19 mars 2019).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 21) M. Rousselle (Vimont) – **19 février 2019**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 12 juin 2018, le projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, a été adopté à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale.

Ce projet de loi comptait cinq grands thèmes dont un relativement à la législation des agences de placement et de recrutement.

La section portant sur les agences de placement et les agences de recrutement s'est définie particulièrement par l'article 92.7 qui va comme suit :

« 92.7. Le gouvernement peut, par règlement :

- 1° définir ce qui constitue, pour l'application de la présente loi, une agence de placement de personnel, une agence de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, une entreprise cliente et un travailleur étranger temporaire;
- 2° établir des catégories de permis et déterminer, relativement à ces catégories, les activités qui peuvent être exercées par une agence;
- 3° fixer la durée de validité d'un permis et toute condition, restriction ou interdiction relative à sa délivrance, à son maintien et à son renouvellement;

4° prévoir les mesures administratives applicables au titulaire de permis en cas de défaut de respecter les obligations prévues par la présente loi ou par l'un de ses règlements;

5° déterminer les obligations qui incombent à une agence de placement de personnel ou de recrutement de travailleurs étrangers temporaires et celles qui incombent à l'entreprise cliente lorsqu'elle retient les services d'une telle agence;

6° prévoir toute autre mesure visant à assurer la protection des droits des salariés concernés par la présente section. »

Le 6 juin 2018, lors de l'étude détaillée du projet de loi n° 176 à la Commission de l'économie et du travail, votre collègue, le député des Chutes-de-la-Chaudière, a tenu des propos positifs en regard des agences de placement et du projet de loi en général :

« (...) Les agences de placement, donc, je dois avouer que c'est un domaine que je ne connaissais pas beaucoup [...]. Donc, je pense que c'est une bonne chose qu'on mette de l'ordre là-dedans, parce que c'est des travailleurs souvent à bas salaire, des gens peu instruits, démunis, puis je pense que c'est notre rôle en tant que gouvernement de contrôler comment les choses se passent. (...) »

« (...) Dans son ensemble, c'est un projet de loi satisfaisant. (...) »

Suite à l'adoption de ce projet de loi et les commentaires positifs cités plus haut, le ministre du Travail peut-il confirmer à quel moment précisément il a l'intention de prépublier le règlement?

22) M. Benjamin (Viau) – **19 février 2019**
À la ministre du Tourisme

Le 9 septembre dernier, le premier ministre a annoncé sa volonté de soutenir la création de 500 nouvelles entreprises agrotouristiques d'ici 4 ans. Or, depuis cette date, nous n'avons eu que très peu d'écho sur cette promesse. Depuis le 18 octobre 2018, des démarches doivent avoir été entreprises pour respecter votre promesse. En ce sens, nous voulons savoir :

Quel est votre échéancier pour la création des 500 nouvelles entreprises?
Combien de nouvelles entreprises verront le jour chaque année?

Quel sera le budget total alloué pour soutenir la création de ces 500 nouvelles entreprises?

Depuis votre arrivée au gouvernement, est-ce qu'il y a des entreprises agrotouristiques qui ont été créées grâce au soutien gouvernemental? Si oui, quel a été le soutien financier apporté pour chacune des entreprises?

Est-ce que des entreprises agrotouristiques existantes bénéficieront aussi de soutien financier?

23) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **28 février 2019**

Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 1^{er} janvier 2019, les prestataires ayant des contraintes sévères à l'emploi ont pu bénéficier de majorations de leurs allocations allant de 73 \$ à 145 \$ par mois pour un adulte seul et de 88 \$ à 130 \$ par mois pour un ménage de deux adultes, relativement à l'augmentation de l'ajustement à la prestation de base pour les prestataires des Programmes d'aide sociale et de solidarité sociale qui n'ont pas bénéficié du programme pendant 66 mois au cours des 72 derniers mois. Considérant que le critère d'admissibilité exige que les prestataires n'aient pas eu recours aux différents programmes pendant plus de 90 % du temps des 6 dernières années, dans les faits, peu de prestataires se qualifient aux majorations. Ainsi, est-ce que le ministre s'engage à :

- Corriger cette iniquité entre les différents prestataires en retirant le critère temporel d'admissibilité à l'indexation de la prestation?
- Procéder à l'ajustement rétroactif des prestations jusqu'au 1^{er} janvier 2019 pour l'ensemble des prestataires ne s'étant pas qualifiés selon les anciennes modalités du programme?

24) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**

À la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

La municipalité de Lac-au-Saumon est en processus d'un projet permanent d'approvisionnement en eau souterraine, évalué entre 6 et 7 millions de dollars. La principale source d'eau de la municipalité est le lac Angus. Par contre, les sécheresses de la dernière période estivale amènent le niveau d'eau sous la normale des valves du réservoir. Ne pouvant plus répondre à l'ensemble des besoins des citoyens et de la municipalité, la mairie utilise comme source d'eau temporaire le lac au Saumon avec une pompe temporaire pour s'approvisionner lors de la période hivernale. L'installation d'une pompe temporaire est au coût d'environ 250 000 \$. La municipalité de Lac-au-Saumon a déposé une demande d'aide financière au ministère de la Sécurité publique, mais le dépôt a été immédiatement refusé ne correspondant pas à la définition d'un « sinistre » ou d'une « crise climatique » dans les programmes en place. De ce fait, cette petite collectivité de 1406 habitants doit éprouver seule les coûts.

Ma question est la suivante :

- Est-ce que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation peut envisager un sous-volet au volet 1 (Infrastructures d'eau) dans le Programme d'infrastructures municipales d'eau pour inclure un fonds d'urgence pendant la transition d'infrastructures d'eau?

25) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Camp musical du lac Matapédia est un camp d'été permettant aux jeunes de 7 à 17 ans, avec ou sans expérience, d'avoir une formation intensive en musique, danse, théâtre sur le bord du lac Matapédia à Sayabec. Connaissant un franc succès avec des jeunes de partout au Québec, le Camp musical doit maintenant gérer une croissance exponentielle.

D'une part, le Camp musical du lac Matapédia doit composer avec une iniquité dans le sous-financement de ses activités en comparaison d'autres camps musicaux au Québec. En 2016-2017, l'organisation reçoit 15 700 \$ comparativement à 55 800 \$ pour le Camp musical Saint-Alexandre, situé dans l'ouest du Bas-Saint-Laurent. En 2017-2018, le Camp musical du lac Matapédia conserve le même montant, alors que le Camp musical Saint-Alexandre obtient une aide supplémentaire de 34 326 \$ atteignant une aide financière de 90 126 \$. Par contre, l'aide supplémentaire ne doit pas être récurrente, mais le Camp musical Saint-Alexandre reçoit tout de même une aide financière de 91 528 \$ en 2018-2019. Pour la même période, le Camp musical du lac Matapédia reçoit une légère augmentation atteignant 26 316 \$.

D'autre part, le Camp musical du lac Matapédia doit créer et rénover des infrastructures maintenant vétustes pour maintenir ses activités. Par exemple, le camp ne possède pas d'infrastructure en eau potable ou de fosse septique. De plus, le manque de locaux amène les jeunes à devoir pratiquer dans des abris-moustiquaires beau temps mauvais temps. Ainsi, le sous-financement ne permet pas de rattraper la détérioration des infrastructures.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que la ministre de la Culture et des Communications s'engage à se pencher sur la question de l'iniquité dans les aides financières à l'attention des camps musicaux?
- Est-ce envisageable de créer une aide financière dans le programme Aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art pour inclure un investissement lié aux infrastructures?

26) M. Bérubé (Matane-Matapédia) – **19 mars 2019**

Au ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

La Berce sphondyle est une plante exotique envahissante dans la vallée de La Matapédia. La sève contient des toxines combinées à la lumière causant des dermatites sévères et douloureuses au deuxième degré lors d'un contact. Le délai des symptômes peut être de 24h à 48h après le contact. Puis, l'inflammation peut durer de 3 à 5 jours et les cicatrices peuvent subsister environ 6 ans. Ressemblant à la Berce laineuse et la Berce du Caucase, la Berce sphondyle prend de plus en plus la place des espèces indigènes et occasionne une perte de biodiversité tant dans un milieu naturel que urbain.

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques possède le Programme pour la lutte contre les plantes exotiques envahissantes pour offrir une aide financière aux initiatives visant à réduire les menaces et les impacts des plantes exotiques envahissantes sur la biodiversité et les milieux naturels au Québec. Par contre, le plan de lutte n'envisage pas d'autres milieux et comprend que trois espèces envahissantes : Phragmite, Berce du Caucase et Renouée du Japon.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques peut ajouter une extension au plan de lutte pour intégrer d'autres plantes envahissantes?
- Est-ce que le Programme pour la lutte contre les plantes exotiques envahissantes peut inclure les milieux urbains puisqu'il s'agit également d'un cas de santé publique?

27) M. Gaudreault (Jonquière) – **19 mars 2019**
À la ministre de la Santé et des Services sociaux

Les allergies alimentaires sont en augmentation. Au Québec, 8 % des enfants sont aux prises avec des allergies alimentaires. Dans les écoles, où ces enfants prennent au moins un repas par jour, il n'existe actuellement au Québec aucun cadre légal permettant une standardisation des mesures de prévention et de traitement des réactions allergiques sévères. Le Québec est la seule province du Canada où aucun cadre légal n'existe pour la standardisation des mesures d'accueil des enfants allergiques et la prévention des réactions graves.

Le 14 juin dernier, la députée sortante d'Hochelaga-Maisonneuve, Carole Poirier, a déposé le projet de loi n° 1197 visant à obliger les établissements d'enseignement à adopter des pratiques de gestion des allergies.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-il dans votre intention de soutenir le dépôt et l'adoption d'un tel projet de loi dans la session parlementaire en cours?
- Quelles actions avez-vous l'intention d'entreprendre dans les prochains mois afin d'assurer la standardisation des mesures d'accueil des enfants allergiques ainsi que pour la prévention des réactions graves?

28) M. Fortin (Pontiac) – **20 mars 2019**
Au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Le 27 novembre dernier, nous avons demandé des informations au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, ainsi qu'au ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant la Plateforme Approche interactive au développement de l'enfant (A.I.D.E), telles que les analyses de la Plateforme et une évaluation prévue des coûts. En effet, nous ne savions pas si cette Plateforme, précédemment vantée par le Dr Carmant avant qu'il ne soit ministre, allait voir le jour.

Notre demande d'accès à ces informations a toutefois été refusée le 19 décembre dernier. Nous avons finalement appris par communiqué que la Plateforme A.I.D.E allait voir le jour le 1^{er} février dernier.

Plusieurs familles attendaient le financement d'une Plateforme de ce genre qui allait permettre de faire du dépistage précoce pour les troubles de développement.

Toutefois, plusieurs questions demeurent toujours sans réponses :

- Quels services allez-vous offrir pour les enfants qui ont déjà reçu un diagnostic de TSA ou de DI mais qui sont en attente de services?
- Qu’allez-vous faire pour les enfants hébergés en CHSLD ou en RI-RTF affectés par un tel diagnostic et qui sont sous-stimulés?
- Comment allez-vous réussir à engager 800 professionnels quand le Québec traverse présentement une pénurie de main-d’œuvre? Nous vous demandons de déposer votre plan d’embauche par établissement et vos échéanciers.
- Des investissements de 70 à 90 M\$ sont prévus pour l’élaboration de cette plateforme. Pourquoi n’êtes-vous pas en mesure de donner une estimation plus précise? Comment allez-vous financer le tout alors qu’aucun argent supplémentaire n’a été annoncé pour bonifier les services de santé lors de la dernière mise à jour?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 19 mars 2019
Loi concernant le transport rémunéré de personnes par automobile –
ministre des Transports.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d’intérêt privé

- b) 5 février 2019
Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d’Abitibi –
députée d’Abitibi-Ouest.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS